

Les subsides

armes moins vulnérables et menaçantes, et non à geler leurs systèmes actuels.

Il doit y avoir un accord entre les deux parties sur les règles à suivre afin que chacune soit sûre que l'autre honorera l'accord. De simples déclarations, comme le propose la résolution, n'apportent pas ces garanties. Les dispositions de vérification envisagées par la résolution de la Suède et du Mexique restent insuffisantes quant à certains éléments préconisés pour le gel. Par exemple, des procédures de vérification plus strictes seraient nécessaires pour assurer le respect d'une interdiction de fabriquer des armes nucléaires et des vecteurs ainsi que le respect de l'interdiction de la production des matières fissiles, si cela est possible. Personne n'a réussi à nous expliquer de façon convaincante comment il serait possible de vérifier dans quelle mesure serait respectée une interdiction de fabrication. On sait que l'URSS, qui appuie le gel, continue de rejeter toute forme d'inspection valable sur place.

Cette même résolution demande effectivement une interdiction complète des essais d'armes nucléaires. Nous applaudissons à cette initiative; mais, à notre avis, la résolution ne va pas assez loin et elle ne renferme pas de disposition qui permette de régler le problème des explosions nucléaires à des fins pacifiques qui pourraient avoir des effets déstabilisateurs.

Le Canada a coparrainé une résolution sur la nécessité urgente d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires, laquelle a été adoptée par la Première commission des Nations Unies, par un vote de 109 pour, aucun contre, et 26 abstentions y compris toutes les puissances nucléaires. La résolution du Canada demande instamment à la Conférence du désarmement d'établir un comité *had hoc* et de reprendre immédiatement ses travaux de fond sur l'interdiction complète des essais, y compris les questions liées au champ d'application, à la vérification et au respect des dispositions, et ce en vue de négocier un traité sur le sujet. Cette résolution importante vise à mettre un terme à tous les essais nucléaires. Elle est beaucoup plus directe et referme la porte laissée délibérément entre ouverte dans la résolution présentée par la Suède et le Mexique.

La résolution de la Suède et du Mexique demande également que soit interdite la production de matières fissiles à des fins militaires. Là encore, la résolution ne va pas assez loin et ignore le problème des explosions nucléaires à des fins pacifiques.

Le Canada a parrainé aux Nations Unies une autre résolution réclamant, sous réserve de moyens de vérification adéquats, la cessation et l'interdiction de la production de matière fissile destinées à des armes nucléaires et à d'autres engins nucléaires explosifs. Cette résolution a été adoptée en commission par 125 voix pour, une voix contre, et 9 abstentions dont quatre des cinq puissances dotées de l'arme nucléaire. La résolution du Canada vient donc corriger une autre grande lacune potentiellement dangereuse dont ne tenait pas compte la résolution de la Suède et du Mexique. Il est déplorable que des lacunes aussi visibles se retrouvent dans cette résolution sur le gel nucléaire.

Le fait de déclarer un gel, comme le suggère la résolution, plutôt que d'en négocier un, soulèverait inévitablement des

problèmes nombreux et vraisemblablement insolubles concernant les définitions, les exclusions et les inclusions. De plus, même si l'on devait s'entendre pour négocier un gel, cette négociation serait aussi difficile, complexe et longue que ne le serait la négociation de réductions, elle nous détournerait même des efforts faits pour obtenir une réduction réelle des niveaux d'armements nucléaires.

Comme je l'ai mentionné, tous les éléments proposés dans la résolution font déjà l'objet de résolutions ou attendent la reprise de négociations bilatérales valables. L'approche globale du contrôle des armements et du désarmement préconisée dans la résolution de la Suède et du Mexique préjuge de toutes les complexes questions techniques, scientifiques, politiques, légales et militaires que véhiculent des négociations sérieuses sur le contrôle des armements. Tel qu'il est actuellement proposé, un gel nucléaire viendrait entraver plutôt que faciliter les négociations requises. Il introduirait un élément d'instabilité et de déséquilibre, alors que c'est une réduction équilibrée qu'il faut chercher à atteindre pour vraiment promouvoir la paix.

● (1200)

Après un sérieux examen des diverses incidences d'un gel des armes nucléaires, le Canada a décidé de voter contre la résolution de la Suède et du Mexique, de concert avec la majorité de ses alliés de l'OTAN. J'ajouterai que les six partenaires du Sommet économique se sont joints à nous. Il ne s'agissait pas simplement des États-Unis, mais aussi de la République fédérale d'Allemagne, de l'Italie, du Royaume-Uni, de la France et du Japon.

Notre vote ne devrait pas être interprété comme un désir de notre part d'accepter que les arsenaux nucléaires se maintiennent à leur niveaux actuels ou continuent de se développer. Notre vote reflète plutôt le solide engagement permanent du Canada envers la recherche de moyens de réduire les stocks d'armes nucléaires. Notre priorité, c'est cela, et non pas le gel des armements nucléaires à leurs niveaux actuels.

Le gouvernement du Canada partage ce désir de l'humanité d'être libérée de la peur d'une guerre nucléaire; et il l'a fait savoir clairement. Rien de ce que nous faisons ne vise à rendre moins vif ce désir. Notre objectif est de travailler, non seulement aux Nations Unies mais aussi dans toutes les instances de négociation, de travailler à réaliser l'objectif que nous nous sommes fixé pour nous-mêmes, c'est-à-dire la réduction des armes nucléaires.

Nous poursuivons donc trois grands objectifs dans le domaine nucléaire. Nous croyons qu'il y a là pour le Canada des possibilités réelles d'internationalisme positif que nous avons d'ailleurs commencé à développer.

Le premier objectif vise à la reprise immédiate et inconditionnelle des pourparlers entre les États-Unis et l'Union soviétique. Le Canada a poursuivi cet objectif dans les conseils de l'OTAN et aux Nations Unies. Nous avons continué à le faire lors de nos dernières consultations périodiques avec les représentants soviétiques. Il y va de l'intérêt de la sécurité mutuelle que ces entretiens reprennent dans un très proche avenir. C'est pour appuyer le processus de négociation que nous entendons poursuivre cet objectif avec détermination.